L'ETINCELLE

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

La Poste
Paris 11e-20e

Lundi 15 novembre 2021

LES BARBELÉS DE LA HONTE ET LE MUR DE L'ARGENT

Ils sont près de 3 000, hommes, femmes et enfants coincés entre la frontière de la Pologne et de la Biélorussie, victimes de la misère et des calculs sordides des dirigeants de l'Union européenne et de la Russie. Enfermés dehors. À l'extrême droite et à droite, tout le monde y va de son couplet de haine. À gauche, loin de dénoncer le mythe réactionnaire de cette invasion supposée, on brode sur la meilleure façon de tenir les migrants à distance. Mais tous multiplient les promesses de « solutions sécuritaires ».
Les frontières protégeraient l'Europe, assurant la paix et la prospérité intérieures, contre les menaces extérieures. Vraiment ?

Frontières de sang et d'argent

Les populations migrantes sont depuis un siècle dans le monde estimées à 3 %, et avec l'augmentation de la population mondiale leur nombre croît. La misère, les guerres et désormais le réchauffement climatique en sont les causes premières, dont les origines ne sont jamais loin des profits des multinationales. Mais ce chiffre, contre toute attente étonnamment stable, concerne essentiellement des mouvements dans les pays du Sud ; seul un tiers va du Sud vers les pays riches.

L'Union européenne et ses 447 millions d'habitants n'est pas envahie avec quelques centaines de milliers de migrants. L'idée répandue est que les frontières empêcheraient une déferlante, et qu'en multipliant les barbelés il y aurait moins de problèmes ! Il n'en est rien. Depuis 1990, le nombre de kilomètres de frontières n'a cessé de croître : 27 000 kilomètres supplémentaires, portant le nombre total à 253 000. Près de 40 000 kilomètres de frontières sont fermés ou en voie de l'être ; on compte aujourd'hui une cinquantaine de murs dans le monde alors qu'il en existait 19 à la fin de la guerre froide, il y a trois décennies.

Le marché mondial de la haine

Les marchandises, les matières premières pillées et les flux financiers circulent librement alors que l'humanité est cisaillée par un labyrinthe de barbelés. Mais ces frontières ne sont pas inutiles pour tout le monde. Le secteur privé en tire de vrais profits. Le marché mondial de la haine représentait 17 milliards d'euros en 2016, et on annonce 53 milliards à l'horizon 2022. Drones, robots-chiens, surveillance faciale, murs et gestion privée de camps, voilà le beau monde qui se fait devant nous. La Méditerranée est devenue un tombeau marin et Calais une prison à ciel ouvert. Avec des outils de répression et de surveillance contre un prétendu danger « extérieur » qui serviront contre les menaces d'explosions sociales « intérieures », n'en doutons pas.

Les vraies frontières… sociales

Alors il y a le deuxième mensonge : les frontières seraient une « protection sociale ». Mais ce ne sont pas les migrants qui licencient ou embauchent à des bas salaires, ce ne sont pas eux qui fixent les règles de ce jeu cruel, l'exploitation. Dans ou en dehors de l'entreprise, cette frontière sociale bien réelle dispose de douaniers en cravate. Ce sont la bourgeoisie et le patronat, *via* leurs laquais du gouvernement. En faisant jouer la concurrence entre travailleurs d'ici et là-bas, ils espèrent toujours tirer leurs profits vers le haut.

Dans la période précédente, cette fine équipe délocalisait les industries et les emplois. Et là, pas de problèmes avec les frontières. On appauvrissait des régions entières pour payer des salaires de misère ailleurs. Aujourd'hui on fait l'inverse, on relocalise. Au profit des travailleurs du prétendu bon côté de la frontière ? Certainement pas ! La Bourse fait des profits insolents comme jamais. Il y a en France six millions de chômeurs et près de dix millions de pauvres.

Mais rassurez-vous tout le monde n'est pas perdant. Les 624 projets de relocalisation que recense *L'Usine nouvelle*, revue patronale, seront soutenus par nos impôts à hauteur de 729 millions d'euros dans un premier temps, puis 2,7 milliards en prévision. On fabriquera des chômeurs là-bas, quelques miettes seront distribuées ici, et comme toujours via ces aides publiques on socialise les pertes et… on privatise les profits.

Les gagnants et les perdants de ce Monopoly sinistre, voilà la vraie frontière. Une frontière de classe.

On ne flashe pas dessus

Secteur après secteur, la direction refile le flashage des recommandés aux préparateurs. D'abord au plateau 20, et maintenant elle lorgne sur le 11. L'objectif est de supprimer la cabine. Et les emplois qui vont avec ? Pour nous, il n'est pas question que nos collègues des cabines se retrouvent sans poste de travail. La Poste n'en a jamais fini de nous rajouter du boulot ! À quand la « flash mobilisation » pour lui dire stop ?

Sans chemise et sans pantalon ?

Quelle galère pour commander son habillement, alors qu'auparavant c'était si simple. Quel est le but de la direction à vouloir tout compliquer en changeant la manière de commander, sinon de nous décourager de porter la tenue ? Ça lui fait faire des économies. Alors pour ne pas se retrouver à poil, il faudra leur voler dans les plumes.

Non à l'esclavage moderne

Depuis lundi, 70 travailleurs sans-papier de DPD, filiale colis de La Poste, sont en grève pour leur régularisation. Ils dénoncent des conditions de travail immondes - changements d'horaires de dernière minute, coupures à rallonge non payées, fins de service après minuit sans transport en commun, etc. Tout cela dans une cascade de sous-traitance et d'intérim qui ne vise qu'à dédouaner La Poste. Ils occupent la plate-forme DPD de Coudraie-Monceau (91) et exigent leur régularisation et d'être cédéisés par DPD.

Début novembre, 14 collègues sans-papier travaillant pour Stuart, filiale de coursiers de La Poste effectuant les livraisons pour le Monoprix de Belleville, ont obtenu par la grève des promesses d'embauche et le formulaire employeur pour leur régularisation. La lutte paye. Il faut qu'elle paye aussi pour les collègues de DPD !

Soutien à nos collègues de Nanterre

À la fin de l'été, les facteurs de Nanterre (92) se sont vu imposer la sécabilité quotidienne, d'abord pour septembre, puis permanente. Mais les collègues ont refusé très majoritairement cette réorganisation sauvage : ils ont décidé de respecter l'organisation en place sans prendre la partie sécable les jours où elle n'est pas prévue.

Devant l'ampleur de la mobilisation, La Poste a sorti la matraque en sanctionnant 18 agents d'un blâme et en convoquant 13 autres en entretien préalable à sanction pouvant aller jusqu'au licenciement.

Loin de se laisser intimider, les collègues restent mobilisés et continuent de refuser la partie sécable.

Manque postal

Après n'avoir reçu aucun courrier durant un mois, une habitante de Montlhéry (91) a tout reçu en bloc. Dans le lot, des résultats d'examen médicaux et une convocation pour démarrer un traitement contre le cancer, dont la date était passée. Cette usagère dénonce à juste titre la distribution « erratique » du courrier, qui peut avoir de lourdes conséquences.

Mais c'est une politique. La Poste supprime des milliers d'emplois : 20 000 rien que pour 2019 et 2020. Avec le sous-effectif, des tournées restent en plan chaque jour. Pour les dirigeants de La Poste, la seule qualité qui compte, c'est celle de leur profit.

Le père Noël postal est un exploiteur

La Poste annonce l'embauche de 6 000 CDD et intérimaires pour la période de fin d'année, quand le courrier, et surtout le nombre de colis, explosent. Ce que La Poste oublie de dire, c'est que les contrats précaires au Smic, c'est toute l'année !

Précarité et turn-over sont devenus la règle pour maintenir les services en sous-effectif et presser les agents comme des citrons. Les postiers ne peuvent compter que sur leurs forces pour imposer des embauches fixes et un vrai partage du travail.

Électricité, la fin des coupures ?

EDF vient d'annoncer la fin des coupures d'électricité en cas de défaut de paiement, même en dehors de l'hiver. Le nombre de coupures avait augmenté de 17 % en 2019 et chaque année, 300 000 foyers sont privés d'électricité pour ne pas avoir pu régler leurs factures. Du coup l'entreprise se contentera de limiter la fourniture de courant à 1 kW. Avec ça, on peut recharger son téléphone et allumer une lampe de chevet, mais guère plus.

EDF parle d'« une grande avancée sociale ». Une impudence et un mépris bien dignes d'une grande entreprise capitaliste.

Contre les violences faites aux femmes

Samedi 20 novembre aura lieu la manifestation contre les violences faites aux femmes. L'an dernier, le gouvernement avait fait un Grenelle et promis toute une série de mesurettes, dont beaucoup n'ont pas vu le jour.

L'une des premières injustices, ce sont les salaires au rabais et les temps partiels imposés, qui rendent nombre de femmes dépendantes de leur conjoint, alors que les places d'accueil d'urgence pour fuir les violences conjugales restent insuffisantes. Par ailleurs, une femme sur trois a déjà subi du harcèlement sexuel au travail.

Manifestation à 14h au départ de République.

Imp. Spé. NPA. Ne pas jeter sur la voie pu-

@NPAETINCELLE
YouTube
CONVERGENCES REVOLUTIONNAIRES !